

François Brune

MÉMOIRES
D'UN
FUTUR PRÉSIDENT

« Gouverner, c'est parler. »

Le Président

Séquence 12

Mémoires d'un futur président

Au fil de votre été :

Liste des séquences proposés le jeudi...

- 21 juin. *Séquence 1.*
- 28 juin. *Séquence 2.*
- 5 juillet. *Séquence 3.*
- 12 juillet. *Séquence 4.*
- 19 juillet. *Séquence 5.*
- 26 juillet. *Séquence 6.*
- 2 août. *Séquence 7.*
- 9 août. *Séquence 8.*
- 16 août. *Séquence 9.*
- 23 août. *Séquence 10.*
- 30 août. *Séquence 11.*
- 6 septembre. *Séquence 12.*

L'Amour en guise de politique intérieure n'empêche pas la Guerre à l'international. Si bien que le commerce des armes s'est remis à flamber sur les Scènes du Moyen-Orient.

(voir [séquence précédente](#))

Après dix jours de combats intenses, et qui continuaient, la réunion à Genève eut lieu. Hôtels excellents, déjeuners d'une qualité irréprochable, admirable lac qu'ont si bien chanté les poètes, Alpes enfin dont le spectacle agrandit l'âme ! Officiellement, on palabrait ; officieusement, on s'affairait. C'était le moment ou jamais, dans cet important centre de commerce international, de mettre à profit la présence de tant de ministres et chefs d'Etat, notamment du Tiers Monde, pour écouler nos produits nationaux. J'étais donc arrivé avec des contrats tout préparés : autos, métros, dodos, grilles, pavés, barrages, fromages, légumes, hôpitaux, centrales, routes, procédés T.V., tours Eiffel ou Montparnasse, séjours en France, avions de paix, avions de guerre, armes diverses, et tout, et tout, — j'étais disposé à tout vendre, et à n'importe quel prix raisonnable : le Tiers Monde était preneur. Bien entendu, j'insistais pour écouler des marchandises positives, plutôt que des armes : mais il fallait tenir compte de la demande, et de toute manière je ne cétais d'armements que sous condition. A tel roi africain qui voulait faire un génocide, je ne mâchais pas mes mots : « Vous savez que nous sommes contre. Passe pour cette fois : voici vos armes. Mais que ce soit la dernière, n'est-ce pas ? » Ma pensée profonde était qu'en distribuant au Tiers Monde de quoi détruire, on l'amènerait à construire, faute de quoi les armes sont inutiles. Pensée dont la subtilité échappait à plus d'un !

Dans la salle des conférences, j'étais plus présent que tout autre : le vœu de la France, c'était une paix durable, et réaliste ! Le problème, c'est que chaque Grand arrivait en proposant *sa* paix, et que toutes ces paix ne se ressemblaient pas. Il y avait la paix romaine, l'allemande, l'anglaise. Il y avait l'américaine, la russe et la chinoise, qui faisaient des étincelles. Il y avait aussi la mienne, la française, et aussi la paix suisse, qui avait l'air d'un savant mélange de toutes les autres. Il y avait enfin la paix araélienne et la paix israbique, assez excitées l'une contre l'autre, et qui n'avaient guère droit à la parole, puisqu'elles étaient concernées. Curieusement, chacune de ces paix ressemblait au type de puissance militaire du pays dont elle était originaire. Aussi pouvait-on les classer selon leur degré d'intensité, et donc d'importance : on distinguait alors la paix classique, la paix atomique et la paix bactériologique, entre lesquelles il fallait choisir.

Aussi jouait-on serré autour de la table où les paix se mesuraient entre elles : on discutait, on haranguait, on se conciliait à moitié, par petits groupes, on se disputait à nouveau, et tout cela pour tenter d'aboutir à une proposition de paix unanime, pendant quoi la guerre écumait sur l'Orient. Interrompues par les longs repas suivis de digestions conséquentes, les parties de paix reprenaient chaque demi-journée. Et la table circulaire ressemblait à un vaste billard Nicolas où chacun s'enflait la poire pour souffler des mots de paix...

A force de parler des choses, on finit par en rêver : le spectre de la déflagration planétaire que j'agitais le jour vint me hanter la nuit. « La terre est une poudrière, Messieurs : il faut éteindre les points chauds ! Sinon, nous sauterons tous ! » Alors, je faisais des rêves cauchemardesques de guerre mondiale, de cataclysmes planétaires, et ce qui me surprenait le plus, au réveil, c'était de sentir le désir secret au fond de moi que de tels événements se produisent : car au Pouvoir, sans

la guerre, on en arrive à s'ennuyer. L'amour ne suffit pas. Après plus de trois semaines de paroles officielles et de contrats officieux, les internationaux politiques commençaient à fatiguer quand, brusquement, les armes se turent au Moyen-Orient : la guerre cessait faute de munitions, par une loi connue selon laquelle la volonté de paix n'est jamais si authentique chez un belligérant que lorsqu'il a épuisé sa capacité militaire. On accueillit chaleureusement des représentants des diverses parties. Tout le monde s'empressa de signer, contre-signer et parapher un vaste Traité dans l'élaboration duquel la France prit une grande part, et dont les clauses étaient spécialement conçues pour donner lieu, ultérieurement, à des interprétations divergentes. Et chacun repartit de Genève en ayant la conviction qu'avec de tels risques de guerre sur la planète, il était grand temps d'améliorer les armements de sa Défense nationale.

Contrairement à toute attente, je n'eus pas le Prix Nobel de la Paix. En dépit des pressions qu'on avait faites aux bons endroits, c'était injuste ; et j'en ressentis quelque amertume, après le rôle que j'avais joué parmi les Grands. Bien pire, l'opinion française me tint rigueur de n'avoir pas eu le prix ! De maudits journalistes mirent en cause mon activité au service de la paix ; à l'Assemblée, on émit des réserves sur ma politique militaire. Réveillé par cette guerre au milieu de ses nuits d'amour, comme moi-même je l'avais été, le peuple voulait en savoir davantage, le peuple contestait nos ventes d'armes (qui étaient les siennes, l'ingrat !) et accusait carrément notre système de Forces de dissuasion ! Le comble fut atteint lorsqu'aux vacances de printemps je découvris en mon fils aîné, revenu de pension, un pacifiste. Oui, un pacifiste ! Je l'avais pourtant mis dans une école sur mesure où l'on apprend la morale et la loi, pour savoir les tourner ; mais lui, idéaliste comme pas un, prenait l'Évangile à la lettre. Il fallut

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

en venir à une explication définitive, qui préluda très opportunément à la campagne d'information qui devait avoir lieu dans le second semestre de l'An IV.

Je résolus avec lui d'être paternel.

— Tu as raison de vouloir la paix, lui dis-je. Moi aussi, je la désire, toute mon action en témoigne. Mais de là à être pacifiste !

— Je ne suis pas exactement pacifiste, je m'interroge, les mots ne veulent rien dire, je...

— Au contraire, ils disent tout !

— Je veux la paix, la vraie paix. Pas l'équilibre de la terreur.

— « L'équilibre de la terreur ! » On t'a appris ça ? Mieux vaut l'équilibre de la terreur qu'une paix déséquilibrée.

— Mais l'esprit militaire veut que...

— L'esprit militaire ! Qu'est-ce que tu vas chercher !

— Enfin, l'Armée, quoi...

— L'Armée ! L'Armée, mon petit, ce n'est qu'un système administratif qui envoie les civils à la guerre.

— Justement, on ne veut plus de guerre ! La guerre est une chose horrible, intolérable !

— Allons, toujours tes excès ! La guerre, la guerre : tout le monde n'en meurt pas.

— Alors, tu acceptes la guerre, papa ?

— Tu es fou ! Je L'EMPECHE, en l'organisant. Car je désire *vraiment* la paix, je te le répète. Sais-tu que le soir, souvent, au coucher du soleil, me laissant gagner par quelque rêverie pacifique étendue au monde entier, à l'univers même, je me mets peu à peu à déplorer toutes ces guerres, ces conflits, ces ventes d'armes, cette course aux armements ; alors, des larmes de douceur me montent dans le regard, j'aspire l'air du soir, je me sens incarner la France de la Paix, je deviens colombe... Tu as un drôle d'air, tu ne me crois pas ?

— On ne sait jamais avec toi.

— Sache, mon fils, que si je vends des armes, bien

malgré moi, c'est que dans le sillage de nos avions, de nos bombes dissuasives, ce sont nos barrages, nos centrales, nos actrices, notre culture enfin, que nous exportons pacifiquement.

— Eh bien, moi, je ne veux voir là qu'une chose...

— Si tu ne veux voir qu'une chose, ça, tu ne verras qu'une chose.

— Mais tu me coupes tout le temps la parole !

— C'est que tu dis l'essentiel en peu de mots. Mais continue, continue, je t'en prie.

— Je ne vois dans tout cela qu'une chose : c'est que tu es un marchand de canons.

— Ah ? parce que tu crois que j'en profite ?

— Non, bien sûr.

— Qu'est-ce que tu as donc contre ces gens-là ? Les marchands de canons, les pauvres, n'ont pas de patrie...

— C'est cela ! Et ils sont pacifistes, pendant que tu y es !

— Non : ils sont *pacifiques*, voilà la vérité. Bienheureux les pacifiques, ceux qui comprennent les choses, bienheureux les artisans de paix !

— Parce que, d'après toi, les marchands de canons sont des artisans de paix ?

— A leur façon, oui, puisqu'en renforçant la puissance de l'un des belligérants, ils favorisent sa victoire, et donc le processus de paix...

— Mais s'il y a aussi des marchands de canons de l'autre côté ?

— Je gage qu'on trouvera des marchands d'avions et de bombes qui, en assurant la supériorité du premier pays, se seront faits d'efficaces artisans de paix.

— Et si les deux pays disposent également de la puissance atomique ?

— En ce cas, le conflit ne risque pas de durer longtemps.

— Tu veux dire que l'extermination réciproque sera rapide ?

— Mais non, tu n'y es pas ! Je veux dire qu'en cas

de guerre atomique, la conscience mondiale ne tardera guère à s'émouvoir, et que, par le saint effet d'une indignation vertueuse, elle paralysera incontinent les bras levés des belligérants, les rappelant à la sagesse et à la paix.

— Tu crois ?

— Ne crois-tu pas, toi aussi, à la Conscience humaine ?

— Mais alors, si tu es contre une guerre atomique, tu n'utiliseras pas ta Force de frappe ?

— Bonne question. Je réponds : oui et non.

— Oui, ou non ?

— Oui, en cas d'extrême légitime défense. Tu ne connais donc rien à la philosophie de la Dissuasion, mon enfant ?

— Peut-il y avoir un cas de légitime défense *atomique*, quand on connaît les ravages de l'atome, les engrenages ?

— Oui. Un peuple fraternel, acculé à la défense de ses libertés, ne doit pas reculer devant le spasme nucléaire. Et parfois même, par prudence, pratiquer une sorte de légitime défense anticipée.

— Pourtant, l'Eglise est contre.

— Nous y voilà ! Ce n'est pas un argument ! Sache que la vraie foi devrait dissuader l'Eglise d'intervenir dans ces questions !

— Tu ne penses qu'à la dissuasion !

— Ne plaisante pas ! Le devoir de l'Eglise est de se soumettre partout aux lois du pays, fussent-elles conformes à celles de l'Évangile. Quant à la France, elle n'a pas à jouer le Christ des Nations, l'éternelle sacrifiée !

— Pourquoi te mets-tu en colère ? L'Eglise n'est pas ta rivale.

— Si, précisément ! Entre la mystique de la Bombe et celle de l'Évangile, il n'y a pas de partage.

— Mais alors, justement...

— Tais-toi. Je sais ce que je dis. Figure-toi même que je me demande parfois jusqu'à quel point les évê-

ques n'ont pas perdu la foi, la vraie. Méfie-toi des évêques qui ne croient plus, mon petit. Car si Dieu n'existe pas, tout est permis aux gens d'Eglise.

— Ce n'est pas la question. Ce que je constate, finalement, c'est que tu n'hésiterais pas, le cas échéant, à envoyer des bombes atomiques dans toutes les directions.

— On dit « tous azimuts ».

— C'est bien cela, tu le ferais.

— Oui, mais tu oublies que le monde est tellement persuadé que je le ferais, au besoin, que je n'aurai pas besoin de le faire. J'ai *d'avance* la conscience tranquille, parce que je sais que je ne le ferai pas.

— Alors, tu ne le feras pas ?

— Si ! Bien que non. Mais tu ne comprends donc rien à la Dissuasion ! C'est pourtant clair : la Force de frappe donne la force de ne pas frapper, comprends-tu ? La bombe atomique sert à ce qu'on ne s'en serve pas.

— Tu en parles comme s'il s'agissait d'une pile électrique.

— C'est qu'il faut tout t'apprendre, comme à un écolier. Car tu ignores tout. Je suis sûr même que tu n'as pas encore entendu parler de notre A.B.C.D.¹.

— Non. Qu'est-ce que c'est que ce nouvel alphabet ?

— Notre arme bactériologique. Une arme enfin capable d'amener la paix totale. Il est vrai qu'elle est encore tenue secrète. Alors, sois discret.

— Parce que tu ne te contentes pas de la « dissuasion nucléaire » ?

— Non, car il lui reste un léger inconvénient.

— Ah ?

— Vois-tu, même en cas de conflit atomique mondial, on peut espérer réchapper à la Bombe.

— Oui, et alors ?

— Eh bien, certains peuvent *encore*, pour cette raison,

1. *Note de l'éditeur* : Arme Bactériologique Coçardière de Dissuasion (en anglais : D.C.B.A.).

être tentés de s'en servir. On croit toujours que l'atome, c'est bon pour les autres. Tandis qu'avec l'arme bactériologique, avec la nôtre en tout cas, on est sûr de pouvoir faire périr *toute* l'humanité en une seule dose. Personne n'osera donc attaquer, ce serait un suicide.

— Mais la France y passerait aussi, alors ?

— Bien sûr ! Dans toute guerre, il y a des sacrifices. Et, de toute façon, à quelques millions près, le résultat serait le même pour nous qu'en cas d'utilisation de la force nucléaire. Alors, à tout prendre...

— Et tu comptes exporter ton A.B.C.D. ?

— Bien entendu. On n'a pas à monopoliser la dissuasion quand on veut la paix sur terre. Avec cette arme, c'est la dissuasion absolue qu'on va instaurer sur la planète, mon petit.

— Mais, à supposer qu'un nouvel Hitler...

— L'histoire ne se répète pas. Un nouvel Hitler est impossible de nos jours.

— Mais pourquoi ?

— Parce qu'en un demi-siècle, l'Humanité progresse, mon enfant.

V

« On a le droit d'opprimer, quand on le fait par amour », telle était la devise que j'avais suggérée à Fouchcard, qui ne perdait aucune de mes leçons, au début de l'An V. *Année de la Justice*, et donc de l'ordre, l'An V allait, en effet, voir s'affirmer le règne de Fouchcard, sous le mien. Ne fallait-il pas discipliner mes populations, un peu trop réveillées par le fracas des canons de l'Orient ? Il y avait d'ailleurs une autre raison au durcissement de mon régime, c'était celui de mes artères¹.

Le premier fait notable de cette année-là fut ainsi l'intégration du ministère de la Justice au ministère de l'Intérieur, sous le nouveau nom de ministère de l'Ordre. Cela, d'une part, institutionnalisa la réalité des choses et permit, d'autre part, de rendre la Justice d'autant plus « forte » que la Force de l'Etat devenait « juste ». Minis-

1. *Note de l'éditeur* : Comme l'a montré, en effet, le célèbre Oppenstein, le vieillissement d'un président obéit à des lois particulières. Soit, par exemple, deux jumeaux, G et J : eh bien, si l'on place G sur orbite présidentielle, pendant que J suit une trajectoire biographique ordinaire, G *vieillit plus vite*, après un léger regain de jouvence. Le vieillissement de J suit normalement les années N, soit $V_j = N$. Mais G, de son côté, vieillit de $V_g = N(N-2)$. L'application de cette formule montre aisément que G. Mapon, élu à 44 ans, s'il a rajeuni d'un an au cours de l'An I ($V_{g1} = -1$), aura vieilli en revanche, à la fin de l'An V, de $V_{g5} = 15$ ans !... Il faut noter à ce sujet qu'une réélection pour un nouveau septennat *annule* cet « effet Oppenstein » rétroactivement ! Et cela rend humain le désir qu'ont les présidents d'être réélus. Mais alors, la loi d'Oppenstein se fait plus féroce, et s'écrit très simplement : $V = N^2$... ce qui explique qu'un président réélu achève si rarement son second septennat.

tre de l'Ordre, Fouchcard couvrait désormais le secrétariat à la Justice et le secrétariat à l'Information, et je réalisai de cette manière le rêve profond de tout Homme d'Etat : réunir dans une seule entité politique la Vérité, la Justice, et la Force. Chelet maugréa quelque peu, mais je sus quoi lui répondre :

— A la Justice, Chelet, vous n'avez rien changé. Vous n'avez pas su vous adapter à l'époque. Vous avez reculé devant la privatisation de la Justice, que j'avais demandée. Alors ? Je sais bien qu'emporté par l'ordre des choses, vous avez suivi la politique de vos prédécesseurs ; je sais bien que les crédits vous manquaient ; je sais bien enfin qu'un *statu quo* est toujours progressiste par rapport à une régression... Mais tout de même, que voulez-vous !

Et, comme consolation, il fut chargé de remettre en français les *Mémoires* que Limogeard achevait.

Pendant que place Beauvau Fouchcard installait le nouvel Ordre, le président Mapon s'occupa de faire une vraie Politique intérieure. Plus exactement, décidé à diviser les questions pour régner, il en mit au point plusieurs, à répartir sur l'année. Il fut prévu une politique pour le logement, une pour l'immobilier, une pour les H.L.M. (« Un seul être vous pèse et tout est surpeuplé »), une pour la paix communale, une pour la défense des pollueurs, une pour celle des consommateurs, une pour l'ordre policé, une pour la culture érotique, une pour les épices, une pour le sel, une pour le Plan, une pour sa réalisation, une pour le Budget, une pour le Trésor, une pour les pauvres, une pour les patrons, une pour la division du travail, une pour celle des travailleurs, une pour les vieux de plus de cent ans, une pour les jeunes, une pour les racistes, une aux dépens des immigrés, une pour le tourisme, une pour les femmes, une pour les ménagères, une pour les ménages, une pour les malades, une pour les médecins, une pour les cliniques, une contre les hôpitaux, une pour les pom-

piers, une pour les pompes funèbres, une pour l'humour noir, une pour le rire jaune, une pour les poubelles, une pour les cimetières, une pour les morts, une pour tous, tous pour une, une pour les orphelins, une pour les petits Chinois, etc. Tout comme s'il s'était agi de faire avaler des cuillerées d'huile de foie de morue, on n'oubliait personne !

Puisqu'il s'agissait d'établir partout un ordre intelligent, un soin particulier fut apporté à l'implantation de l'habitat, en sorte que les catégories diverses de la population fussent adéquatement réparties dans les villes. Le principe était simple : chaque quartier devait vivre, dorénavant, sur lui-même ; des routes-fossés séparaient judicieusement les pavillons pour cadres, les immeubles résidentiels, les tours pour classes moyennes, les grappes de logements pour ouvriers, les bidonvilles pour étrangers. « Pas de mélange explosif, expliquais-je : il ne faut pas rassembler ce que Dieu a séparé. » Et, en Conseil des Ministres : « Je veux un peuple uni, certes, mais pas mélangé ! » On avait beau m'accuser d'apartheid, je tenais bon. Les critiques systématiques dramatisaient en vain la situation des immigrés : élu « président de tous les Français », je n'avais pas mandat de m'occuper des autres.

Au ministère de l'Ordre, un ordinateur géant fut rendu opérationnel courant décembre : il rassemblait tous les renseignements qu'on pouvait obtenir sur chaque ressortissant français ou étranger (pas de discrimination, n'est-ce pas ?) ; outre l'état civil, chaque fiche comportait le casier judiciaire, le casier social, le casier politique, le casier moral, le casier psychologique, le casier intellectuel, le casier fiscal, le casier urbain, le casier sexo-culturel, le casier spirituel et le casier général, où l'on consignait les détails qu'on n'avait pas pu placer ailleurs ; des coefficients étaient affectés à tous les renseignements obtenus, dont il résultait une moyenne sur 20 pour chaque individu, à partir de laquelle était cal-

culé le montant des impôts ; des amendes ou des primes diverses, des récompenses honorifiques pouvaient également, en permanence, être notifiées aux citoyens. Ainsi, je possédais la France, dans un fichier.

Mais cette possession de mon épouse nationale par l'informatique demeurait trop abstraite à mon goût : j'aimais beaucoup mieux surveiller le quadrillage des quartiers et des foules depuis mon dirigeable personnel, équipé de longues vues et de porte-voix. Je me penchais alors vers les Français avec un mélange de distance attentive et de pitié sociale. J'inspectais les travailleurs, lâchant parfois un mot d'encouragement : « Prolétaires multinationaux, enrichissez-vous ! » ; j'inspectais les chômeurs en congé sous-payé (la mise au chômage était un argument dissuasif à l'égard des trublions) ; à tous, je vantais le progrès social ; car je suivais le progrès social, pour le freiner : en avant, halte ! J'assistais enfin aux concours dominicaux entre milices urbaines ou communales, que Fouchcard avait développées dans toute la France, pour l'aider à instaurer l'Ordre. Ces concours de miliciens, retransmis à la télévision, étaient des sortes de grands jeux pacifiques entre villes, où l'on ne tirait qu'à blanc : les balles étaient expressément réservées aux campagnes d'Ordre...

Tout cela s'organisa progressivement, et il n'y eut qu'un seul vrai problème à résoudre, pendant l'Année de la Justice, c'était celui de la violence. « Concernant la violence, dis-je en Conseil des Ministres, notre politique doit avoir une double visée :

- « 1. Réprimer la violence » ;
- « 2. La libérer. »

L'idée était, à vrai dire, de Séraphin, qui estimait que la seule répression était insuffisante : « Il faut en même temps canaliser le sadisme populaire. »

Mais on commença par réprimer : ne fallait-il pas

d'abord protéger les gens ? Un vaste recrutement de gardiens de la paix fut mis en œuvre. L'objectif premier était d'avoir plus de policiers que d'enseignants : on y réussit presque. Poursuivant dans ce sens, je fis créer un corps mixte de policiers-enseignants qui pouvaient rééduquer aussi bien dans la rue que dans les lycées, et qui devaient par contagion « flicolorer » la mentalité des professeurs, encore trop subversive à mon goût. « Il faut que les forces de l'ordre l'emportent sur l'esprit de désordre ! » Pour gagner complètement les fonctionnaires de l'Éducation, qui avaient tous des problèmes d'autorité dans leurs classes surtassées, je fis enfin une distribution générale de matraques aux enseignants et enseignantes, dont la longueur était proportionnée au degré d'ancienneté : personne ne résista à cette opération, qu'on avait baptisée « Opération Phallusson ».

Nous avons recruté des gardiens : restait à les occuper. Les exercices ne manquaient pas. Le noyautage, d'abord : nos hommes s'habillaient en civil et partaient animer des groupuscules d'extrême gauche, tels des chevaliers errants se déguisant en pèlerins pour pénétrer la citadelle adverse. Le noyautage permettait d'être « dans le coup », pour l'orienter dans le sens de l'Ordre. Les provocations, ensuite : encivilisés et imperméabilisés, nos gardiens créaient des manifestations, permettant aux mécontentements de s'exprimer et aux mécontents de se faire connaître : « Il me *faut* des manifs, Fouchard, puisqu'elles doivent avoir lieu, un jour ou l'autre. Pour bien les gérer, il faut les prévoir, et la meilleure façon de les prévoir, c'est de les organiser. Les manifs vaccinent la population contre les émeutes ; et pour que les flots révolutionnaires se fatiguent, il faut bien qu'ils marchent. » Grâce à ces missions, nos policiers acquéraient une grande expérience des choses, les ayant pratiquées dans tous les camps...

Mais ils opéraient aussi en uniforme, pour des arrestations, par exemple. Il y avait deux sortes d'arresta-

tions : les arrestations justifiées, qui se justifiaient d'elles-mêmes, et les arrestations arbitraires, qui se justifiaient autrement, c'est-à-dire par la nécessité dans laquelle se trouvait la police de demander au détenu de faire la preuve de son innocence. Nombre de juristes critiquaient à la légère notre système de détention provisoire, mais on n'avait pas trouvé d'autre moyen que la détention préventive pour empêcher des innocents présumés de fuir vers la liberté. Parmi ces innocents, il y en avait sans doute de réels, qui se trouvaient injustement punis ; mais si on ne punissait que les coupables, où irions-nous ? J'exhortais en tout cas ma police, à ne pas se laisser faire « le coup de l'innocence » : « La preuve qu'ils sont coupables, c'est qu'ils fuient ! La preuve qu'ils cherchent la répression, c'est qu'ils ne l'acceptent pas ! La preuve qu'ils sont violents, c'est qu'ils se débattent ! » La violence, voilà ce que nous n'aimions pas, ni Fouchcard ni moi-même : « Nous ne supportons pas qu'en nous obligeant à les réprimer, les gauchistes menacent les libertés publiques ! », m'écriais-je parfois. Plus que leur violence, c'étaient les *formes violentes* de leur violence que nous détestions. J'ai toujours eu horreur de la violence aveugle ; la nôtre était lucide.

La plupart des arrestations dites arbitraires avaient lieu lors des vastes opérations préventives qu'on avait baptisées « Opérations Coup de Groin », à cause de Michel-Raymond Marcelinowski qui ne pouvait s'empêcher d'y fourrer le nez, empiétant sur le domaine réservé de Fouchcard. Les « Coups de groin » consistaient à quadriller, ratisser, gratter tout un quartier populaire, jusqu'à ce que coupable se trouve, et fatalement, nous étions parfois conduits, pour dénicher tout le monde, à enfumer le quartier : mais il y allait de l'Ordre, et de la paix des honnêtes gens, raisons majeures. Toute la France pauvre devait y passer, et pour cause : on ne réussissait jamais à découvrir celui qu'on poursuivait de mois en mois. Qui ? *Le Fantôme Intérieur*. Le Fantôme

Intérieur était une entité étrange, née de mon imagination, à laquelle tous les Français croyaient, y compris Fouchard, et dans la crainte duquel il était bon que le peuple demeurât. On ne savait pas s'il était Un ou Multiple, organisé ou spontané : mais il existait et menaçait l'Ordre démocratique, cela était sûr. On n'osait prononcer son nom : on disait le F.I. Sa principale ruse, d'ailleurs, empruntée au Diable et aux francs-maçons, était de faire croire qu'il n'existait pas. Certains prétendaient l'avoir vu et lui prêtaient un visage humain, quoique étranger, mais ils étaient incapables d'en dire plus. Il échappait aux mémoires de notre Ordinateur Central ; et cependant, il ne cessait de narguer le ministre de l'Ordre. Il n'y avait personne qui ne niât être à son service ; pourtant, il y avait un grand nombre de détenus politiques dont on pressentait qu'ils étaient *probablement* en rapport avec lui. Aussi le pourchassait-on. Moi-même, après l'avoir inventé, je le sentais m'échapper et me mettais à croire *un peu* à son existence... Je relançais alors l'action ; et cela justifiait qu'on ratissât sans cesse la Nation, de coup de groin en coup de groin.

Bien sûr, dans l'énervement compréhensible de ceux qui croient avoir trouvé l'objet de leur poursuite et le voient s'échapper une fois de plus, il arrivait à nos policiers d'exercer quelque violence à l'endroit (et à l'envers) des individus qu'ils attrapaient, *et qui niaient*. « Dis-nous que tu le connais, le F.I., avoue ! » ; et il s'ensuivait d'espiègles passages à tabac, dont certains auraient voulu faire une affaire d'Etat. Je dominais la situation : « La correction est la politesse du gendarme. » Mais les victimes, parfaitement inciviques, mettaient à profit les coups qu'elles avaient cru recevoir pour insulter publiquement des policiers désarmés, désarmés en dépit de leurs coups de feu, *moralement* désarmés. L'opposition s'en mêlait parfois et condamnait les flics sans comprendre — procédé fasciste s'il en est. Alors, je fulminais : « Quand une violence est policière, puis-

qu'elle est commise par un représentant de la Loi, elle est *ipso facto* légale ! » Je donnais des précisions : « Vous exagérez tout ; mes ordres sont formels : nous ne passons à tabac que les lycéens, les étudiants ou enseignants (récalcitrants), les intellectuels (et encore, de gauche seulement), les journalistes, les infirmiers de la Croix-Rouge, les prêtres, les immigrés, et autres agitateurs ! » J'expliquais, avec philosophie : « Comme on ne libère qu'en opprimant, je n'opprime que dans une perspective libératrice. »

Car on oubliait que le but de cette répression violente de la violence était l'Ordre, c'est-à-dire la paix des Français. Ceux-là, dans leur immense majorité, comprenaient notre action, et même applaudissaient. Se sentant presque toujours hors des « coups de groin », ils en suivaient passionnément les épisodes hebdomadaires ; ils poursuivaient avec leur police le Fantôme Intérieur ; ils poussaient celle-ci à passer à tabac les manifestants ; ils dévoraient dans un grand journal du matin, le *Pharisien aliéné*, le récit palpitant de la grande lutte des anges policiers contre tous les démons qui hantaient la Nation, et qu'ils sentaient confusément bruire en eux-mêmes. « Seul ce grand combat quotidien, disait Séraphin, peut à la fois exprimer et désamorcer leur besoin de violence. C'est le psychodrame libérateur du Policier et du Truand : ils se croient Justes parce que, en eux, le Policier tue journallement et légalement le Truand. » Je subventionnai aussitôt le *Pharisien aliéné*, pour qu'il augmente ses tirages, et livre à la France son pain quotidien de violences justifiées.

Mais la « libération » de la violence, second volet de notre politique, n'en resta pas là : je chargeai Séraphin d'inspirer tous les spectacles du pays, films, théâtre ou télévision. Les sports de combat et d'équipe furent mis à contribution : il fallait donner une expression à l'agressivité du populaire. Il fallait donner à chacun de quoi haïr et vaincre. Le peuple avait besoin de

méchants, avait besoin d'être méchant, avait besoin de torturer le méchant, puis de tuer : les spectacles furent dorénavant étudiés dans ce sens, et cela fit un équilibre satisfaisant avec les spectacles d'amour, qui continuaient. La complémentarité était telle que, d'après les sondages, mes concitoyens aimaient particulièrement se livrer à l'amour après un spectacle de violence : Mars et Vénus se réconciliaient dans le pays.

— On pourrait essayer, nous aussi, me proposa aussitôt Valérie.

Le clou de cette politique fut sans doute le rétablissement de la peine de mort, par strangulation, avec retransmission en direct à la télévision. L'idée n'était pas de moi ; la réalisation me tentait.

— C'est horrible ! dit Valérie, quand je lui en eus parlé.

— Il faut faire sa part au sadisme populaire.

— Ce n'est pas une raison !

— Et que fais-tu de l'augmentation de la criminalité ? Ça devrait faire réfléchir, tu comprends. Pour la peine capitale comme pour la Bombe, ce qui compte, c'est la Dissuasion. Il faut prendre le taureau par le col, que veux-tu !

Je pris ma décision, malgré elle. J'en avisai Fouchcard : il fit la grimace !

— Quoi, Fouchcard, vous hésitez ? Il ne faut pourtant rien exagérer : l'étranglement est une forme d'étreinte — les sadiques eux-mêmes vous le diront.

Peu après eut lieu la première exécution : Valérie ne regarda pas. En revanche, le taux d'écoute approcha celui de mon grand débat télévisé contre François Marchand avant mon élection, à croire qu'on se fût entre-égorgés ce jour-là. Et l'avis technique de Séraphin fut positif :

— C'est parfait : ça réprime et ça exprime la violence, en même temps.

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

A la fin de l'An V, Fouchcard triomphait. Son Ordre fonctionnait. On parlait de sa réussite. Il se souciait qu'on en parlât. J'eus tout à coup un soupçon. Je me rappelais qu'il avait été chef de syndicat à ma suite, puis directeur à ma place, puis ministre de l'Information après moi ; où voulait-il en venir ? A la suite d'un conseil restreint, je le sondai :

— Dites-moi franchement, Fouchcard, quels sont vos projets ?

— Moi ? fit-il : servir la France et mon président.

Naturellement, je n'en crus rien : mais la nature de sa dénégation n'était pas sans me procurer quelque contentement : après tout, je l'avais formé... Je répondis, énigmatique :

— C'est bien. Quand c'est au nom du Bien commun, voyez-vous, on a le droit de rechercher le pouvoir pour le pouvoir.

— Mais...

— C'est pour cette raison, d'ailleurs, que j'ai l'intention d'y rester.

(à suivre)